

N° DP 23/1238

DECISION DU PRESIDENT

MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE TERRE PLEINS AU PROFIT DE LA COPROPRIETE DE LA ZONE D'ACTIVITES DU PORT DE PORQUEROLLES - COMMUNE DE HYERES-LES-PALMIERS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2009-877 du 17 juillet 2009, portant règlement général de police dans les ports maritimes de commerce et de pêche,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°23/269 du 12 juin 2023 portant autorisation de signature de la convention d'occupation temporaire à la copropriété de la Zone d'Activités (ZA) du port de Porquerolles,

VU l'arrêté Président n° 20/94 du 30 juillet 2020 portant règlement de police du port de Porquerolles,

VU les demandes de la copropriété de la ZA en date du 3 septembre 2022 et du 28 février 2023,

VU les projets d'arrêtés, ci-annexés,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, Autorité Portuaire, a octroyé à la copropriété des bâtiments A et B situés sur la zone d'activités de Porquerolles une convention d'occupation temporaire portant sur les toitures, d'une superficie de 1 757 mètres carrés (m²) pour une durée de 30 ans,

CONSIDERANT que la copropriété, gérée par le syndic GRECH Immobilier, équipe l'ensemble des toitures de panneaux photovoltaïques,

CONSIDERANT que les travaux nécessitent la mise à disposition d'espaces de terre-pleins situés en périphérie des bâtiments pour entreposer les installations et le matériel pendant toute la durée du chantier,

CONSIDERANT que les travaux réalisés intéressent la valorisation du patrimoine bâti du port et que, par conséquent la Métropole TPM a donné un avis favorable, par courriers en date du 13 octobre 2022 et du 28 mars 2023, à une occupation à titre gratuit,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER la copropriété des bâtiments A et B de la zone d'activités de Porquerolles, à occuper les terre-pleins tels que définis en Annexe des autorisations d'occupation temporaire du domaine public portuaire pendant la durée du chantier prévue du 1^{er} octobre 2022 au 15 avril 2024.

ARTICLE 2

DE DIRE que la mise à disposition de ces terre-pleins est estimée au tarif public « Tarifs d'outillage public et redevances de stationnement et d'amarrage du port de Porquerolles au 1^{er} janvier 2023. Titre IV.1-Terre-pleins nus : 5,19 € TTC/m²/mois » à environ 35 000,00 TTC.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette mise à disposition est consentie gracieusement et qu'elle est donc sans incidence comptable sur le budget annexe Ports Métropolitains.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 DEC. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



5. 10. 2017

**Autorisation d'Occupation Temporaire de terre-pleins
accordée au syndic de copropriété « Grech Immobilier »**

**Chantier d'installation de panneaux photovoltaïques – Phase I
Bâtiments de la Zone d'Activités du port de Porquerolles
Commune de Hyères**

**Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM), Autorité Portuaire, domiciliée
Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code des Transports,

Vu le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Vu la délibération n° 22/12/415 du 15 décembre 2022 relative à la tarification 2023 du Port de Porquerolles,

Vu la décision n° 23/269 du 12 juin 2023, portant signature de Convention d'Occupation Temporaire consentie à la Copropriété de la Zone d'Activités de Porquerolles,

Vu la DP n° en date du.....de mise à disposition à titre gratuit,

Vu l'arrêté n° AP 20/94 portant règlement particulier de police du Port de Porquerolles,

Vu l'arrêté n° AP 22/113 du 22/08/2022 portant délégation de signature à la Direction des Ports,

Vu la demande du syndic de copropriété des bâtiments A et B de la Zone d'Activités de Porquerolles « Grech Immobilier » situé 10, rue Jean-Philippe Rameau, TOULON (83100), en date du 3 septembre 2022 et du 28 février 2023,

Vu le plan annexé au présent arrêté,

Considérant que le syndic « Grech Immo » a en charge la gestion de la copropriété qui concerne 33 Lots répartis, pour 29 d'entre eux, en AOT constitutives de droits réels entre les Bâtiments A et B situés sur La Zone d'Activités du port de Porquerolles.

Considérant que la copropriété engage des travaux de rénovation et plus particulièrement la pose de panneaux photovoltaïques et que la Métropole TPM a, pour ce faire, consentie une convention d'occupation temporaire à titre onéreux portant sur l'ensemble des toitures,

Considérant que l'objet de la demande d'autorisation d'occupation temporaire concerne des surfaces de terre-pleins, en périphérie du chantier et à des fins de stockage, durant la phase I des travaux, du 1^{er} octobre 2022 au 15 avril 2023 et la période estivale de « relâche » du 15 avril 2023 au 1^{er} octobre 2023.

ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

Le syndic de copropriété des bâtiments A et B de la Zone d'Activités de Porquerolles « GRECH IMMOBILIER » représenté par son gérant, Monsieur Bernard GRECH, domicilié 10 Rue Jean-Philippe Rameau – 83000 TOULON et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé à occuper, pour un total d'environ 735 m² de terre-pleins et selon le plan joint, en sa qualité de Maître d'Ouvrage dans le cadre du chantier d'installation de panneaux photovoltaïques :

- Sur le parking situé à l'arrière de la Zone d'Activités, un terre-plein de 45m² pour les modulaires « Base de vie » et 300 m² pour les engins de chantier et le stockage de matériel.
- Sur la zone de carénage, 200m² de terre-pleins (stockage de matériel) ainsi que 2 conteneurs (stockage pour les colotis).
- Devant la panne A, environ 60 m² de terre-pleins pour accueillir quatre conteneurs de 20 pieds chacun (Installations de chantier).
- A l'arrière du bâtiment A, un terre-plein de 100m² (Un conteneur et du stockage de petit matériel et d'engins de chantier).

Le présent arrêté est consenti pour l'utilisation ci-dessus désignée. Toute autre forme d'occupation est proscrite.

Il s'agit d'une occupation du domaine public. Elle ne peut, en aucun cas, donner lieu à un bail commercial.

ARTICLE 2 – DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée du **1^{er} octobre 2022 au 1^{er} octobre 2023**, pour les trois modulaires base de vie situés sur le parking à l'arrière de la **Zone Artisanale** ainsi que pour les deux conteneurs de stockage sur la zone de carénage.

L'autorisation est délivrée du **1^{er} octobre 2022 au 15 avril 2023** pour le reste des installations mentionnées à l'Article 1, étant entendu de l'arrêt des travaux à compter du 15 avril 2023 pour ne pas impacter l'exploitation portuaire durant la haute saison.

A l'issue de ces délais, il n'y a aucun droit acquis pour le bénéficiaire à un renouvellement du présent arrêté.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

3-1) Montant de la redevance

L'occupation du domaine public n'est pas soumise à redevance, selon la décision du Président de la Métropole TPM, DP n°.....du

3-2) Modalités de règlement

Sans objet.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION

4-1) Conditions générales

La présente autorisation ne confère, au bénéficiaire, aucun droit réel sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit au maintien dans les lieux, tel qu'il est prévu par la législation en matière de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.

La présente autorisation n'est délivrée que sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme, d'installations classées, d'agrément sanitaire, d'hygiène et de sécurité du travail, de police.

Le bénéficiaire doit veiller à se conformer aux lois et règlements applicables à l'intérieur des limites administratives du port, et particulièrement au code des transports, au règlement général d'exploitation des ports et au règlement particulier de police applicable au port de Porquerolles.

4-2) Obligations environnementales

La Métropole TPM est engagée dans une démarche environnementale sur l'ensemble de son domaine portuaire. Elle souhaite que le bénéficiaire adopte également une démarche écoresponsable dans le cadre de son activité.

Dans ce contexte, le bénéficiaire s'engage à :

- Trier l'ensemble des déchets produits par son activité et respecter les consignes de tri mises en place sur le site.
- Rationnaliser les usages de l'eau en ayant recours à des équipements performants en matière de consommation d'eau.
- Respecter la réglementation en vigueur sur le rejet d'eaux usées non domestiques et veiller à ne rejeter aucune eau polluée dans les réseaux et dans les eaux portuaires.

4-3) Etat des lieux, exploitation et entretien

Un état des lieux contradictoire est dressé tant avant l'entrée en jouissance du bénéficiaire qu'à sa sortie des lieux. A défaut d'état des lieux, ceux-ci sont supposés être en bon état.

Le bénéficiaire prend les biens décrits à l'article 1er dans leur état au jour de son entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'occupation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre la Métropole TPM, ni réclamer aucune indemnité ou réduction du montant de la redevance domaniale pour quelle que cause que ce soit. En outre, le bénéficiaire n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance des biens (meubles et immeubles) qu'il est autorisé à occuper.

Le bénéficiaire supporte toutes les charges afférentes à la viabilité, l'entretien, la réparation, la mise aux normes nécessaires à l'exploitation normale des lieux ainsi que les charges liées au fonctionnement de son activité (abonnements en électricité, eau, ...).

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter, à ses frais, toutes dépenses, quel que soit leur coût, nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage.

Le bénéficiaire est tenu d'assurer l'exploitation continue des biens occupés.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que la Métropole TPM jugera utile d'exercer.

4-4) Remise en état des lieux

En fin d'autorisation, pour quel que motif que ce soit, le bénéficiaire doit démolir les constructions, aménagements, installations... réalisés le cas échéant sur le domaine public de la Métropole à moins que cette dernière ne renonce expressément, en tout ou partie, à leur démolition.

A l'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire doit restituer les lieux dans un état conforme à l'état des lieux dressé contradictoirement au moment de l'installation. En cas de différence entre l'état des lieux entrant et la réalité des lieux, à la fin de l'occupation, le bénéficiaire doit prendre en charge, techniquement et financièrement, la remise des lieux en leur état initial. Cette remise en état des lieux n'ouvre droit à aucune indemnisation à son profit.

A défaut pour le bénéficiaire de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de trois (3) mois à compter de l'expiration de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par la Métropole TPM, aux frais et sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

ARTICLE 5 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le bénéficiaire est responsable, pendant toute la durée de l'occupation, de tout dommage causé au domaine public de la Métropole TPM, aux usagers et/ou aux tiers.

La responsabilité de la Métropole TPM ne peut en aucun cas être recherchée pour quelle que cause que ce soit en cas de dommages causés aux constructions, aménagements et installations qui pourraient être réalisés par le bénéficiaire sur le domaine public. Il en est de même en cas de gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'activité de service public exercée.

Le bénéficiaire est tenu de s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux. La garantie à souscrire est illimitée pour les dommages corporels. La police de responsabilité civile doit impérativement comporter une clause de renonciation, de la part des assureurs, à tout recours contre la Métropole TPM.

Le bénéficiaire doit également souscrire, pour les ouvrages, constructions et installations qui le nécessitent et suivant leur nature, des assurances le garantissant contre les risques divers et notamment contre les risques d'incendie et de vandalisme.

Les polices souscrites doivent garantir la Métropole TPM contre le recours des tiers pour quel que motif que ce soit.

Le bénéficiaire doit, par ailleurs, prendre toutes les dispositions nécessaires pour résilier, en temps utile, les polices souscrites, de sorte que la Métropole TPM ne soit pas sollicitée pour assurer la continuité de ces contrats après l'expiration de la présente autorisation.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre à la capitainerie du port, au plus tard le premier jour d'occupation, les attestations d'assurance garantissant les risques ci-avant mentionnés.

ARTICLE 6 – IMPOTS ET FRAIS

Le bénéficiaire supporte tous les impôts et taxes de toutes natures qui découleraient de l'occupation qu'il exerce sur la dépendance domaniale objet de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 – FIN ANTICIPEE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée à titre précaire. Elle est révocable à tout moment, en totalité ou en partie, avant le **terme** fixé dans les conditions suivantes.

8-1) Abrogation de l'arrêté pour inexécution des clauses et conditions

La présente autorisation peut être abrogée par la Métropole TPM en cas d'inexécution de l'une ou plusieurs des clauses qu'elle contient et, notamment, en cas de :

- non usage des biens pendant une durée de six (6) mois consécutifs ;
- non respect d'une ou plusieurs prescriptions et/ou engagements particuliers ;

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

8-2) Abrogation de l'arrêté pour motif d'intérêt général

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment, totalement ou partiellement, par la Métropole TPM pour un motif d'intérêt général (notamment, sans que cette liste soit exhaustive, conservation et protection du domaine public, travaux de réaménagement du site, considération de police et d'ordre public, travaux d'intérêt portuaire...).

En pareille hypothèse, le bénéficiaire peut prétendre à une indemnité correspondant à son manque à gagner résultant de cette décision. Ce manque à gagner couvre la durée restant à courir jusqu'au terme initialement prévu de l'autorisation. Il est déterminé en fonction de la démonstration comptable et factuelle des résultats que le bénéficiaire pouvait espérer au regard notamment de ceux dégagés antérieurement (étant précisé

qu'une attestation n'est pas une démonstration). Pour la fixation de cette indemnité, le bénéficiaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une indemnisation de la perte d'un potentiel fonds de commerce quand bien même celui-ci serait constitué. Il est convenu entre les parties que le montant de cette indemnité est plafonné à la somme de deux redevances annuelles.

L'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est exclusive du versement de toute autre indemnité.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

8-3) Fin de l'autorisation en cas de survenance d'éléments imprévisibles

Il est mis fin à la présente autorisation, de plein droit et sans préavis, par la Métropole TPM, avant son expiration dans les cas suivants :

- cas fortuit ou cas de force majeure ;
- dissolution de la société pour quelle que raison que ce soit.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

ARTICLE 9 – PUBLICATION DE L'ARRETE

Le Président de la Métropole TPM est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Métropole et à la capitainerie du port de Porquerolles.

ARTICLE 10 – RECOURS

La présente autorisation peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours administratif adressé à Monsieur le Président de la Métropole TPM - Hôtel de la Métropole - 107, boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9 ou d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Toulon – 5, rue Racine - CS 40510 - 83 041 TOULON Cedex 9 ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Toulon, le



MTPM : Métropole de Toulon Provence Méditerranée - 107, Bd Henri Fabre
CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 09 - Tél. : +33 (0)4 94 93 83 00 E-mail : Contact@metropoletpm.fr

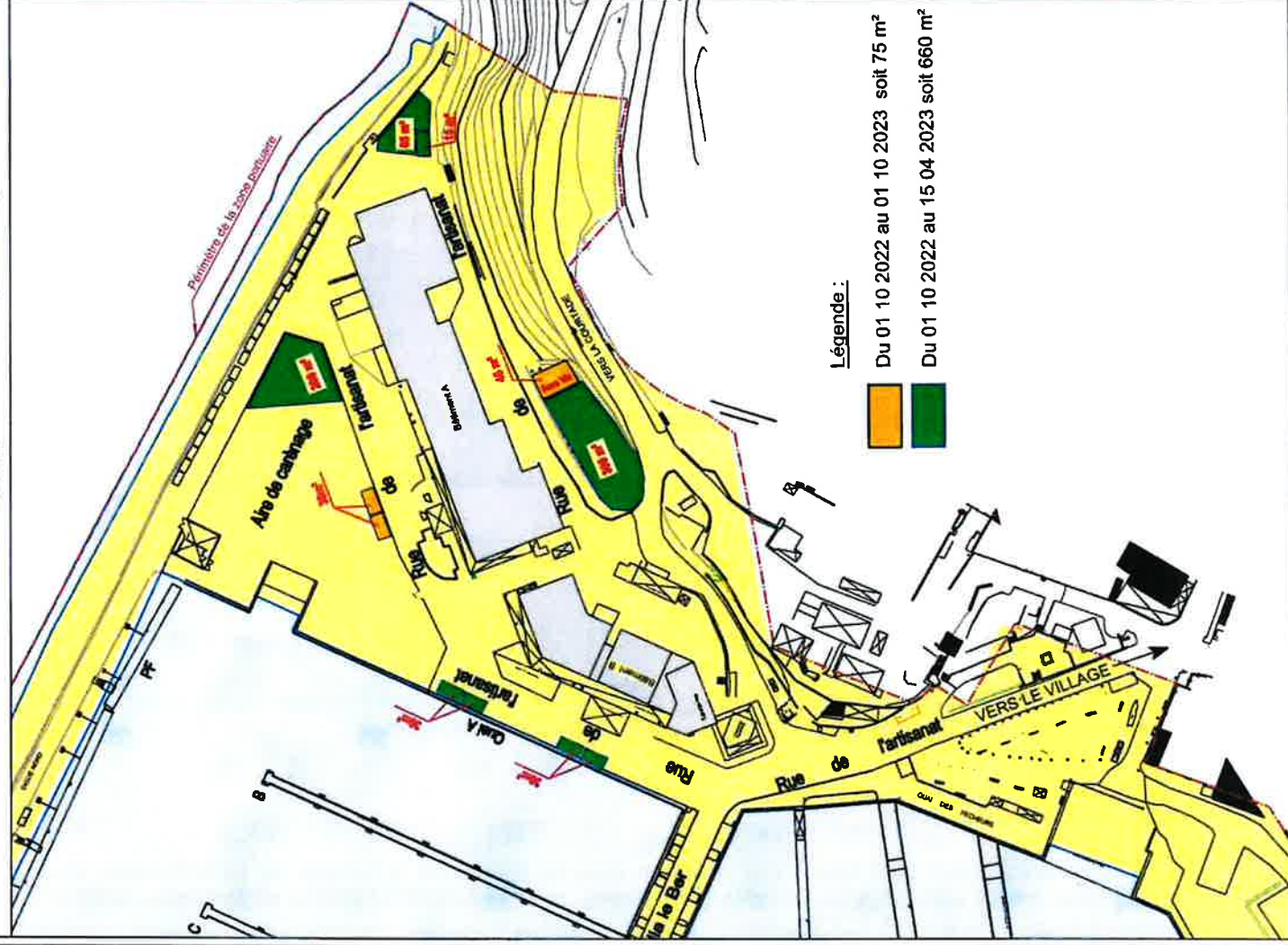
DGA Aménagements, Ports et Mobilités / Direction des Ports / Sous Direction Gestion Patrimoniale et Exploitation
Cellule suivi du patrimoine ☎ 04 83 24 30 02 Nom de fichier : Plan de L'AOT terre-plein Grech
Version N° : 1 Echelle : 1 / 1 000 Date 03 07 2023

Destiné vu et vérifié par :
Le Responsable de la Cellule Patrimoine
T. PATIN

Le Directeur des Ports de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
J.P. LE FUR

Toulon le : 03 07 2023

Toulon le : 03 07 2023



Légende :



Du 01 10 2022 au 10 10 2023 soit 75 m²

Du 01 10 2022 au 15 04 2023 soit 660 m²

**Autorisation d'Occupation Temporaire de terre-pleins
accordée au syndic de copropriété « Grech Immobilier »**

**Chantier d'installation de panneaux photovoltaïques - Phase II
Bâtiments de la Zone d'Activités du port de Porquerolles
Commune de Hyères**

**Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM), Autorité Portuaire, domiciliée
Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code des Transports,

Vu le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Vu la délibération n° 22/12/415 du 15 décembre 2022 relative à la tarification 2023 du Port de Porquerolles,

Vu la décision n° 23/269 du 12 juin 2023, portant signature de Convention d'Occupation Temporaire consentie à la Copropriété de la Zone d'Activités de Porquerolles,

Vu la DP n° en date du.....de mise à disposition à titre gratuit,

Vu l'arrêté n° AP 20/94 portant règlement particulier de police du Port de Porquerolles,

Vu l'arrêté n° AP 22/113 du 22/08/2022 portant délégation de signature à la Direction des Ports,

Vu le plan annexé au présent arrêté,

Considérant que le syndic « GRECH IMMO » a en charge la gestion de la copropriété qui concerne 33 Lots répartis, pour 29 d'entre eux, en AOT constitutives de droits réels entre les Bâtiments A et B situés sur La Zone d'Activités du port de Porquerolles.

Considérant que la copropriété a engagé des travaux de rénovation et plus particulièrement la pose de panneaux photovoltaïques et que la Métropole TPM a, pour ce faire, consentie une convention d'occupation temporaire à titre onéreux portant sur l'ensemble des toitures,

Considérant que l'objet de la demande d'autorisation d'occupation temporaire concerne des surfaces de terre-pleins, en périphérie du chantier et à des fins de stockage, durant la phase II, du 1^{er} octobre 2023 au 15 avril 2024, date prévue de fin des travaux.

ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

Le syndic de copropriété des bâtiments A et B de la Zone d'Activités de Porquerolles « GRECH IMMOBILIER » représenté par son gérant, Monsieur Bernard GRECH, domicilié 10 Rue Jean-Philippe Rameau – 83000 TOULON et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé à occuper environ 765m² de terre-pleins et selon le plan joint, en sa qualité de Maître d'Ouvrage dans le cadre du chantier d'installation de panneaux photovoltaïques :

- Sur le parking situé à l'arrière de la Zone d'Activités, un terre-plein de 45m² pour les modulaires « Base de vie » et 200 m² pour les engins de chantier et le stockage de matériel.
- Sur la zone de carénage, 200m² de terre-pleins (stockage de matériel) ainsi que 2 conteneurs (stockage pour les colotis).
- Devant la panne A, environ 90 m² de terre-pleins pour accueillir six conteneurs de 20 pieds chacun (installations de chantier).
- A l'arrière des bâtiments, deux terre-pleins de 100m² (un conteneur et stockage de petit matériel et engins de chantier).

Le présent arrêté est consenti pour l'utilisation ci-dessus désignée. Toute autre forme d'occupation est proscrite.

Il s'agit d'une occupation du domaine public. Elle ne peut, en aucun cas, donner lieu à un bail commercial.

ARTICLE 2 – DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée du **1^{er} octobre 2023 au 15 avril 2024**

A l'issue de ce délai, il n'y a aucun droit acquis pour le bénéficiaire à un renouvellement du présent arrêté.

Toute demande en ce sens devra obligatoirement faire l'objet d'une sollicitation écrite adressée au moins un mois avant le terme de la présente au choix du pétitionnaire selon l'une des modalités suivantes :

- Par courrier adressé à « Hôtel de la Métropole, Direction des Ports, Port de Porquerolles, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9 ».
- Contre remise en main propre à la capitainerie du port de Porquerolles.
- Par courrier joint à l'adresse mail suivante : capitainerie.porquerolles@metropoletpm.fr

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

3-1) Montant de la redevance

L'occupation du domaine public n'est pas soumise à redevance, selon la décision du Président de la Métropole TPM, DP n°.....du

3-2) Modalités de règlement

Sans objet.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION

4-1) Conditions générales

La présente autorisation ne confère, au bénéficiaire, aucun droit réel sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit au maintien dans les lieux, tel qu'il est prévu par la législation en matière de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.

La présente autorisation n'est délivrée que sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme, d'installations classées, d'agrément sanitaire, d'hygiène et de sécurité du travail, de police.

Le bénéficiaire doit veiller à se conformer aux lois et règlements applicables à l'intérieur des limites administratives du port, et particulièrement au code des transports, au règlement général d'exploitation des ports et au règlement particulier de police applicable au port de Porquerolles.

4-2) Obligations environnementales

La Métropole TPM est engagée dans une démarche environnementale sur l'ensemble de son domaine portuaire. Elle souhaite que le bénéficiaire adopte également une démarche écoresponsable dans le cadre de son activité.

Dans ce contexte, le bénéficiaire s'engage à :

- Trier l'ensemble des déchets produits par son activité et respecter les consignes de tri mises en place sur le site.
- Rationnaliser les usages de l'eau en ayant recours à des équipements performants en matière de consommation d'eau.
- Respecter la réglementation en vigueur sur le rejet d'eaux usées non domestiques et veiller à ne rejeter aucune eau polluée dans les réseaux et dans les eaux portuaires.

4-3) Etat des lieux, exploitation et entretien

Un état des lieux contradictoire est dressé tant avant l'entrée en jouissance du bénéficiaire qu'à sa sortie des lieux. A défaut d'état des lieux, ceux-ci sont supposés être en bon état.

Le bénéficiaire prend les biens décrits à l'article 1er dans leur état au jour de son entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'occupation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre la Métropole TPM, ni réclamer aucune indemnité ou réduction du montant de la redevance domaniale pour quelle que cause que ce soit. En outre, le bénéficiaire n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance des biens (meubles et immeubles) qu'il est autorisé à occuper.

Le bénéficiaire supporte toutes les charges afférentes à la viabilité, l'entretien, la réparation, la mise aux normes nécessaires à l'exploitation normale des lieux ainsi que les charges liées au fonctionnement de son activité (abonnements en électricité, eau, ...).

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter, à ses frais, toutes dépenses, quel que soit leur coût, nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage.

Le bénéficiaire est tenu d'assurer l'exploitation continue des biens occupés.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que la Métropole TPM jugera utile d'exercer.

4-4) Remise en état des lieux

En fin d'autorisation, pour quel que motif que ce soit, le bénéficiaire doit démolir les constructions, aménagements, installations... réalisés le cas échéant sur le domaine public de la Métropole à moins que cette dernière ne renonce expressément, en tout ou partie, à leur démolition.

A l'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire doit restituer les lieux dans un état conforme à l'état des lieux dressé contradictoirement au moment de l'installation. En cas de différence entre l'état des lieux entrant et la réalité des lieux, à la fin de l'occupation, le bénéficiaire doit prendre en charge, techniquement et financièrement, la remise des lieux en leur état initial. Cette remise en état des lieux n'ouvre droit à aucune indemnisation à son profit.

A défaut pour le bénéficiaire de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de trois (3) mois à compter de l'expiration de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par la Métropole TPM, aux frais et sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

ARTICLE 5 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le bénéficiaire est responsable, pendant toute la durée de l'occupation, de tout dommage causé au domaine public de la Métropole TPM, aux usagers et/ou aux tiers.

La responsabilité de la Métropole TPM ne peut en aucun cas être recherchée pour quelle que cause que ce soit en cas de dommages causés aux constructions, aménagements et installations qui pourraient être réalisés par le bénéficiaire sur le domaine public. Il en est de même en cas de gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'activité de service public exercée.

Le bénéficiaire est tenu de s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux. La garantie à souscrire est illimitée pour les dommages corporels. La police de responsabilité civile doit impérativement comporter une clause de renonciation, de la part des assureurs, à tout recours contre la Métropole TPM.

Le bénéficiaire doit également souscrire, pour les ouvrages, constructions et installations qui le nécessitent et suivant leur nature, des assurances le garantissant contre les risques divers et notamment contre les risques d'incendie et de vandalisme.

Les polices souscrites doivent garantir la Métropole TPM contre le recours des tiers pour quel que motif que ce soit.

Le bénéficiaire doit, par ailleurs, prendre toutes les dispositions nécessaires pour résilier, en temps utile, les polices souscrites, de sorte que la Métropole TPM ne soit pas sollicitée pour assurer la continuité de ces contrats après l'expiration de la présente autorisation.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre à la capitainerie du port, au plus tard le premier jour d'occupation, les attestations d'assurance garantissant les risques ci-avant mentionnés.

ARTICLE 6 – IMPOTS ET FRAIS

Le bénéficiaire supporte tous les impôts et taxes de toutes natures qui découleraient de l'occupation qu'il exerce sur la dépendance domaniale objet de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 – FIN ANTICIPEE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée à titre précaire. Elle est révocable à tout moment, en totalité ou en partie, avant le terme fixé dans les conditions suivantes.

8-1) Abrogation de l'arrêté pour inexécution des clauses et conditions

La présente autorisation peut être abrogée par la Métropole TPM en cas d'inexécution de l'une ou plusieurs des clauses qu'elle contient et, notamment, en cas de :

- non usage des biens pendant une durée de six (6) mois consécutifs ;
- non respect d'une ou plusieurs prescriptions et/ou engagements particuliers ;

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

8-2) Abrogation de l'arrêté pour motif d'intérêt général

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment, totalement ou partiellement, par la Métropole TPM pour un motif d'intérêt général (notamment, sans que cette liste soit exhaustive, conservation et protection du domaine public, travaux de réaménagement du site, considération de police et d'ordre public, travaux d'intérêt portuaire...).

En pareille hypothèse, le bénéficiaire peut prétendre à une indemnité correspondant à son manque à gagner résultant de cette décision. Ce manque à gagner couvre la durée restant à courir jusqu'au terme initialement prévu de l'autorisation. Il est déterminé en fonction de la démonstration comptable et factuelle des résultats que le bénéficiaire pouvait espérer au regard notamment de ceux dégagés antérieurement (étant précisé

qu'une attestation n'est pas une démonstration). Pour la fixation de cette indemnité, le bénéficiaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une indemnisation de la perte d'un potentiel fonds de commerce quand bien même celui-ci serait constitué. Il est convenu entre les parties que le montant de cette indemnité est plafonné à la somme de deux redevances annuelles.

L'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est exclusive du versement de toute autre indemnité.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

8-3) Fin de l'autorisation en cas de survenance d'éléments imprévisibles

Il est mis fin à la présente autorisation, de plein droit et sans préavis, par la Métropole TPM, avant son expiration dans les cas suivants :

- cas fortuit ou cas de force majeure ;
- dissolution de la société pour quelle que raison que ce soit.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

ARTICLE 9 – PUBLICATION DE L'ARRETE

Le Président de la Métropole TPM est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Métropole et à la capitainerie du port de Porquerolles.

ARTICLE 10 – RECOURS

La présente autorisation peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours administratif adressé à Monsieur le **Président de la Métropole TPM** - Hôtel de la Métropole - 107, boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9 ou d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Toulon – 5, rue Racine - CS 40510 - 83 041 TOULON Cedex 9 ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Toulon, le

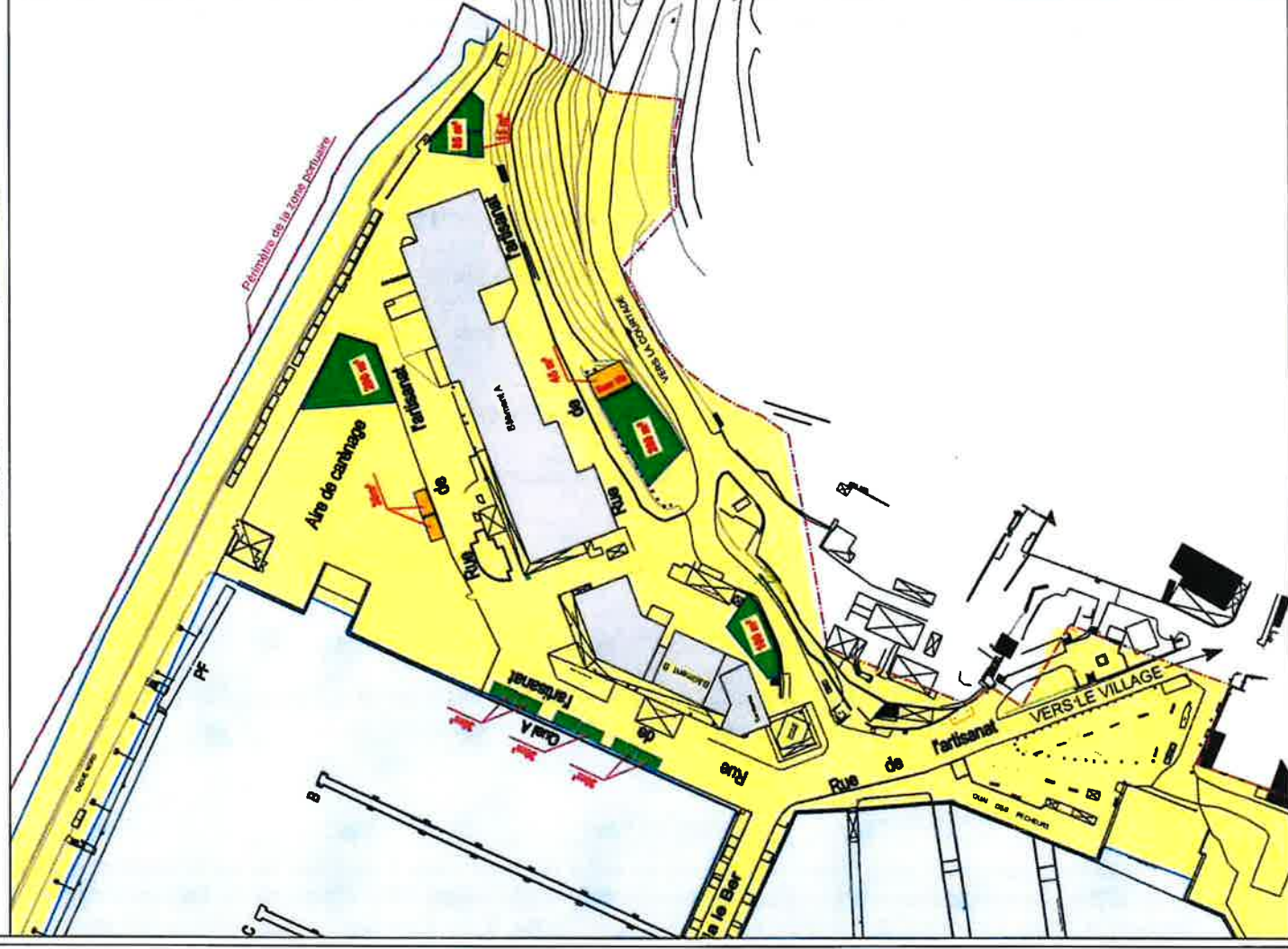


MTPM : Métropole de Toulon Provence Méditerranée - 107, Bd Henri Fabre
CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 09 - Tél. : +33 (0)4 94 83 83 00 E-mail : contact@metropoletpm.fr

DGA Aménagements, Ports et Mobilités / Direction des Ports / Sous Direction Gestion Patrimoniale et Exploitation
Cellule suivi du patrimoine ■ 04 83 24 30 02 Nom de fichier : Plan de L'AOT terre-plein Grech 2ème phase
Version N° : 1 Echelle : 1 / 1 000 Date 03 07 2023

Destiné vu et vérifié par :
Le Responsable de la Cellule Patrimoine
T. PATIN

Le Directeur des Ports de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
J.P. LE FUR Toulon le : 03 07 2023



**Copropriété des Bâtiments A & B
Zone Artisanale de Porquerolles**

83400 HYERES



**Métropole Toulon Provence Méditerranée
Service des Ports
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 TOULON Cedex 9**

PORQUEROLLES, le 28 février 2023

Objet : Rénovation de la Zone Artisanale de PORQUEROLLES

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l'affaire citée en objet, les travaux de rénovation des bâtiments ont démarré en novembre 2022.

Comme nous ne disposons pas de foncier en périphérie des bâtiments, pour implanter la base de vie du chantier, nous avons utilisé la parcelle située en contre-haut des locaux (Cf. plan ci-joint).

Avec la nouvelle saison estivale qui va démarrer à la fin du mois de mars, nos travaux vont s'arrêter. Ils reprendront à la fin du mois d'octobre 2023 jusqu'au printemps 2024.

Pour éviter des frais supplémentaires, nous souhaiterions pouvoir laisser en place ces installations de chantier pendant la saison estivale 2023.

En conséquence, par la présente, j'ai l'honneur de vous demander de pouvoir bénéficier d'une autorisation d'occupation temporaire de ce domaine public. Si vous en acceptez le principe je vous remercie de bien vouloir nous préciser les conditions d'utilisation de cet espace.

Vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à notre demande.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Roger Narbonne

Handwritten signature of Roger Narbonne.

PJ : celle énoncée ci-dessus



Grech immobilier

ACHAT - VENTE - LOCATION - GESTION - SYNDIC

**Copropriété des Bâtiments A & B
Zone Artisanale de Porquerolles**

**Métropole Toulon Provence Méditerranée
Service des Ports
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 TOULON Cedex 9**

TOULON, le 03/09/2022

Objet : Rénovation de la Zone Artisanale de PORQUEROLLES

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l'affaire citée en objet, suite à la réception de l'accord prononcé par la Mairie de HYERES à notre déclaration préalable de travaux, je vous informe que nous envisageons de démarrer le chantier à compter du mois d'octobre prochain.

Pour ce faire, nous allons devoir vider tout ou partie de certains locaux et entreposer le matériel dans des containers.

Comme vous le savez, nous ne disposons pas de foncier en périphérie de nos bâtiments. Aussi, pour implanter ces containers, nous souhaiterions pouvoir disposer d'un espace sur l'emprise de l'aire de carénage des bateaux du port.

En conséquence, par la présente, j'ai l'honneur de vous demander à pouvoir bénéficier d'une autorisation d'occupation temporaire de ce domaine public. Si vous en acceptez le principe, je vous remercie de bien vouloir nous préciser les conditions d'utilisation de cet espace.

Vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à notre demande.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

P/O GRECH IMMOBILIER
Manon CHAPEROT
mchapert@grechimmo.com
Tél. 04 94 46 74 87
GRECH IMMOBILIER - BGTI SAS
10, rue Jean-Philippe Rameau - 83000 TOULON
Tél. 04 94 46 74 74 Fax : 04 94 46 74 75
SIREN 831778356 - Capital 570 277 € - NAF : 6831Z
N° 13178356100234 - N° CPI 8305 2016 000 006 525

10, rue Jean Philippe Rameau – 83000 TOULON

Tél. 04 94 46 74 74 – Fax 04 94 46 74 75 – email : contact@grechimmo.com - Site : www.grechimmo.com

BGTI SARL au Capital de 570 277 € - SIREN 317 783 561 – Code NAF 6831Z – TVA Intracommunautaire n°FR66317783561
Caisse de Garantie SOCAF – 26, avenue de Suffren 75015 PARIS – Carte Prof. N° CPI 8305 2016 000 006 525 délivrée par CCI du VAR